

# LE LIBERTAIRE

## ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

Cinquante-quatrième année. — N° 195

Fondé en 1895 par Louise MICHEL et Sébastien FAURE  
VENDREDI 16 SEPTEMBRE 1949

Le numéro : 10 francs

### DÉMO-CRASSERIE !

Après avoir été amnistié  
le 14 juillet

## MOREAU

réintègre la Bastille !

## LA LUTTE POUR LA VIE

LES prix de détail des légumes, du beurre, du lait, des œufs, de la viande, des loyers et des transports montent. Ceux du café, du pain et du sucre vont suivre. Au même rythme que les bénéfices industriels et le chômage. La disproportion est tellement grande entre les moyens d'existence du travailleur et de l'improductif que les directions de TOUTES les centrales syndicales se sont vues obligées de prendre position — ne serait-ce que pour justifier leur présence.

La C.G.T. et son alliée chrétienne relancent l'histoire des conventions collectives — qui avait fait fiasco dans le premier semestre de l'année — exigent une revalorisation du minimum vital garanti par l'échelle mobile, l'indemnité de 5.000 francs de retour de vacances, plus 1.000 francs par personne à charge, et une allocation de 1.000 autres francs par enfant pour la rentrée des classes.

La C.G.T.F.O., elle, épouse la thèse cégétiste et demande que soient incorporés dans les salaires toutes primes et avantages déjà acquis.

Jusqu'aux Indépendants (?) qui se mettent en branle et qui renchérissent sur les revendications de leurs collègues. Ne les voilà-t-il pas partisans de l'attribution à TOUTS des 6.250 francs touchés par les employés de la Sécurité Sociale peu avant le départ des congés payés ?

Tout cela pour répondre à l'impatience des travailleurs, pour ressaisir les troupes qui les fuient, pour canaliser le mouvement général qui se dessine, pour tenter de s'annexer la victoire possible des prolétaires décidés à la lutte.

Même si les nouvelles revendications sont en contradiction formelle avec ce que réclamaient et obtenaient ces centrales syndicales il y a seulement trois ans.

Les jours se suivent et ne se ressemblent pas. Il n'y a que la hausse des prix de détail et la trahison des « guides éclairés » à ne pas s'infléchir. A tel point que les travailleurs conscients n'ont plus aucune confiance en aucun chef ou prétendu tel.

Mais là n'est pas la solution pour résoudre le problème du chômage et du pouvoir d'achat réduit à zéro. Du dégoût pour les jaunes, pour les stipendiés, pour les lâches, ne peut venir le salut si à ce dégoût ne vient se joindre la volonté d'attaque, la volonté de lutte pour que « cela change ».

Aux mirifiques promesses des bonzes, aux propositions démagogiques des profiteurs de la misère sociale, à l'avalanche de chiffres qu'ils vous lancent tous à la tête et qui vous étourdissent, substituez vos solutions progressistes, vos méthodes d'action directe seules susceptibles de faire plier les genoux aux tenants du régime. Aux petites grèves partielles, tournantes, limitées, substituez l'action de masses, totale, générale, illimitée, expropriatrice et gestionnaire.

Cette échéance d'octobre 1949 ne doit pas se terminer comme celle des années passées, quoi qu'en pense M. Queuille. Elle doit être le prélude de l'émancipation totale des travailleurs, le prélude du renversement de l'abject système capitaliste.

Fidèles aux traditions révolutionnaires, fidèles à leur passé, les anarchistes seront aux côtés des ouvriers en lutte. Et nous appelons, cette lutte, cette sainte révolte. De tout notre être, de toute notre foi. Elle seule est susceptible de rendre au peuple ce qui est au peuple, c'est-à-dire tout. Quant aux capitalistes et à leurs suppôts, s'ils se rebiffent... il y a suffisamment de platanes aux Champs-Élysées pour les rappeler aux justes réalités.

lib

## UNE VIEILLE CANAILLE : Gaston MONMOUSSEAU

C'ÉTAIT en 1934. Réunie salle Huyghens, la C.G.T.U. tenait son dernier congrès.

À la tribune, roulant des yeux glauques, un orateur tonitruant, marquant ses périodes par des silences inspirés, au milieu d'une indifférence générale. Le crâne en pain de sucre, la chevelure longue et sale, dernier vestige de son passage dans les groupements libertaires, une moustache tombante qui aurait pu être blanche avec un minimum de soins, Gaston Monmousseau pérorait devant un bureau consterné, parmi lequel Racomond et Frachon, qui, ayant le congrès dans leur « poche » et se souvenant de ses incartades au Congrès, de scission de Tours et de Lille, redoutaient que les rododendres de cet abruti renforcassent l'opposition.

Nous étions là quelques jeunes militants de la fraction révolutionnaire à contempler ce personnage que nous ne connaissions alors qu'à travers la triste réputation que lui avait valu son attitude équivoque lors de la grève des cheminots de 1921.

Il revenait d'un de ses voyages en Russie, où il jouait auprès des pauvres types de corvée de délégation au « paradis soviétique », le rôle de bonimenteur, voire de mouchard.

Pour mieux marquer sa servitude,

par Maurice JOYEUX

et soigner sa popularité auprès des travailleurs communistes qui composaient la majorité de ce congrès, le vieux cabotin avait revêtu la chemise bien parti-culière des ouvriers russes, montante autour du cou et fermée sur l'épaule. Et l'un d'entre nous murmurait :  
— L'animal, il porte sa livrée com-

me le galérien oriental porte le carcan, avec juste ce qu'il faut de suffisance pour souligner l'infamie de sa servitude.

Quinze années sont passées. Gaston Monmousseau est resté aux fonctions subalternes où sa médiocrité le confinait. Secrétaire anodin de la C.G.T., qui emploie le moins possible ce pitre

(Suite page 2, col. 2.)

## L'épuration en zone d'occupation russe

« On sait que le pays du socialisme (lire U.R.S.S.) a détruit dans sa zone d'occupation jusqu'aux dernières racines du fascisme et du militarisme allemand », affirme Etienne Fajon dans l'Humanité du 8 septembre dernier. Voyez plutôt :  
« Deux au moins des dirigeants de la police en zone russe sont d'anciens généraux de la Wehrmacht : le major général Hans Wulz et le major général von Wessch. Le général Vincens von Mueller est devenu secrétaire général du parti national-démocrate... D'autre part, un groupe de généraux allemands, dont Latmann, Freitag, Olex et Heinemann, rapatriés de Russie, sont arrivés à Berlin le 29 août, et les autorités soviétiques doivent leur confier des fonctions en vue sans doute d'accroître les effectifs de la police et de propager les mots d'ordre du Front national (1) ».

Ce n'est pas tout. Le journaliste Albrecht Albert, ex-rédacteur au journal nazi Berlin am Mittag, est devenu rédacteur en chef de la National Zeitung ; Fritz Ruecker, actuel ministre de l'Éducation dans le Brandebourg, était nazi et membre des S.A. ; l'attaché au ministère de l'Agriculture de Thuringe, Hessinger, était nazi et ami de Heinlen, Führer des Sudètes ; le docteur Fritz Scheidt, enfin, nouveau directeur des usines de porcelaine de Kala, nommé par les Russes, était également nazi et chef d'une subdivision du ministère allemand des Armements sous Hitler... Elle va bien l'épuration en zone d'occupation russe !

Jean GERARD.

(1) Extrait du rapport des autorités anglaises d'occupation, envoyé à Londres en fin d'enquête.

## LA RÉSISTANCE ESPAGNOLE INTENSIFIE SON ACTION

# Batailles sanglantes à Barcelone



En Espagne, c'est la famine. Les travailleurs à la recherche de nourriture font la « queue » aux portes des casernes, dans l'attente de possibles distributions des restes.

(Globe « Franco-Tireur ».)

des grands mouvements de troupes, de grand rassemblement de « maquisards », n'en n'est que plus terriblement efficace. Divisés en multiples groupes mobiles opérant avec rapidité, ils ont depuis février multiplié les sabotages, les exécutions, les at-

tentats contre les édifices publics, les banques, etc.

Des précisions, en voilà, pour l'édification de l'envoyé spécial d'aujourd'hui et d'aujourd'hui.

Depuis février, à Barcelone, pas de semaine sans que l'action de nos camarades sème la panique parmi les autorités franquistes.

Le 10 août a marqué le point culminant de cette série d'actions, concertées et organisées avec une minutie remarquable.

À l'aube, un groupe de la F.A.I. a attaqué le parc de la Caupsa, rue Sepulveda. Après un rapide combat, les gardes ont été désarmés, so camions citernes, ravitailleurs des transports catalans, ont été incendiés. Avant que la police ait réagi, vers midi, un autre groupe faisait sauter le Palais de Justice. Quelques instants après, des bombes incendiaires étaient projetées dans la mairie.

Alors que la police était affolée par la multiplicité de ces attaques, des

groupes mobiles, en voitures, mitrail-laient le commissariat de police où la garde civile était rassemblée.

Dans la nuit, les quartiers luxueux de la Montagne Tibidabo étaient à leur tour « visités ». Des franquistes abattus, des sabotages opérés. Sur les grandes routes qui, partant de Barcelone, relient la capitale catalane aux grandes villes de l'intérieur, des commandos arrêtaient les voitures, les perquisitionnaient ou les réquisitionnaient au nom de la résistance C.N.T.-F.A.I.

Peu de temps avant, au mois de mai, l'officier de police de Barcelone, dont le rôle équivalait à celui du préfet de police de Paris, avait été abattu.

Les travailleurs espagnols ne s'y sont pas trompés, eux, et ouvertement dans les usines, au cinéma, au théâtre, lorsqu'on commente les événements, les initiales fameuses F.A.I. sont sur toutes les lèvres.

Ces événements, qui sont le résultat de la réorganisation du mouvement révolutionnaire en Espagne, ont soulevé une grande inquiétude dans les milieux officiels. Les bataillons franquistes afflèrent sur la Catalogne. La répression redoublait. Des camarades sont arrêtés, torturés, exécutés sans que d'ailleurs l'organisme de coordination intérieur soit touché.

Voilà la vérité sur l'Espagne, la vérité que la presse d'extrême-droite comme d'extrême-gauche cache à ses lecteurs. La lutte pour abattre le pantin sanglant qui règne au nom de la Phalange, de l'Eglise, des militaires, sur ce malheureux pays, continue.

Mais la direction de cette lutte a échappé des mains des politiciens ; son but n'est plus seulement la libération contre la tyrannie d'une poignée de fascistes, mais la libération totale de l'homme. Et cela explique peut-être l'étrange position d'une presse dont on était en droit d'attendre plus d'objectivité.

Le combat que livrent les guérilleros catalans, les groupes d'usines andalous, les maquisards de la Castille est le nôtre.

En répandant la vérité, en démasquant les tartuffes, nous contribuons à rompre l'isolement « savant » dont on veut les entourer. Mais notre solidarité doit être plus efficace. Il faut de nouveau poser le problème de l'Espagne. En répandant l'épopée héroïque qu'écrivent là-bas nos camarades de la F.A.I., nous contribueront à réveiller pour eux un enthousiasme qui n'aurait jamais dû fléchir.

MONTEUC.

## A Budapest, les renégats socialistes paient

Le procès, de Budapest n'apporterait rien de nouveau à ce que nous connaissons déjà si ce n'était la personnalité de certains des accusés.

Amalgamés à des communistes notoires, à des généraux, à des compar-ses moins reluisants, accusés de trotskisme, de titisme, d'espionnage à la solde d'une nation étrangère, deux des accusés viennent de l'ancienne gauche socialiste.

Zoltan Horvath, directeur du journal « Nep Szava », comme Paul Justus, directeur de la Radiodiffusion hongroise,

furent, au beau temps de l'idylle unitaire, les éléments marquants qui imposèrent à leur parti la fusion avec les « frères communistes ».

Qui ne se souvient de l'air de supériorité avec laquelle ces jobards et leurs acolytes de tous les pays se portaient garants de la bonne foi de l'U.R.S.S., de la loyauté des Staliniens, de la fécondité de l'unité enfin reconstituée.

Aujourd'hui, leur tâche de liquidation de la social-démocratie accomplie, leurs partenaires décidés à jouer seuls des avantages du pouvoir, les liquident à leur tour.

On peut penser, qu'après tout, ces hommes reçoivent le salaire de leur reniement et que leur « complicité » antérieure avec leurs bourreaux d'aujourd'hui nous dispense de tout apitoiement sur leur sort présent.

On voudrait surtout croire que leur juste mais prévisible destin ouvrira les yeux de ceux qui, dans les démocraties occidentales, brûlent de s'engager sur leurs traces.

N'y croyons pas de trop. Il semble bien que chez nous ni les Guinebert, ni les Bioncourt, ni les Fourrier ne tirent les leçons qui s'imposent de ce procès monstrueux.

Ceux-ci ne se font pas d'illusions sur la valeur morale des Staliniens français. Acquiescés à eux pour des fins électo-rales, ils n'ont accompli ce marché que parce qu'ils espèrent bien que ce parti, susceptible de leur apporter une base de masse qui leur manque, ne viendra jamais au pouvoir. Si leurs calculs s'avé-raient faux et après un passage rapide aux honneurs, ils ne tarderaient pas à leur tour de mesurer la « solidité » de l'amitié de leurs complices.

Le procès de Budapest, copie servile de ceux de Moscou, offre du moins l'intérêt de voir les Judas empocher leurs 30 deniers.

VANGIA.

Lire en 2° page :

### LES ENTRETIENS DE WASHINGTON



## LES RÉFLEXES DU PASSANT



## SIMPLE PROPOS

lède, ce qui n'est pas peu dire! Voilà aussi qui m'oblige à paraphraser cette sublime envolée de patriotisme immuable :

Avec quel visage la France va-t-elle entrer dans l'Europe en fermentation? Avec sa grande figure traditionnelle de précepteur à l'orgon, sa magnétique traîne garnie de scalp d'Indochinois et de pompoms en forme de matraque?

Cela n'a aucune importance, doit se dire Churchill!

Et selon, la France, grâce à sa figure de flic fendra le flot des récalcitrants ou bien se verra tirer par les autres comme une brouette à la godille.

Retrouveras-tu les nautonniers, ô France des immortels principes et des vidergurs marseillais? O France des soldis d'Austerlitz et des économiquement faibles, France des Arcs de Triomphe et des pots-de-vin, France des Bir-Hakeim, des lessiveuses, du minimum vital, des Gouin, des Joano, France de la Cour des Comptes, le monde l'attend! Au tournant! Et, avec lui, les Français de bonne race, c'est-à-dire, les généraux, les ministres, les députés et les gendarmes. Quant aux autres, les bâtards, ils n'auront qu'à se suivre, ô Nation-guide! et mourir en bons Européens, les Français de bonne race devant être conservés pour la reproduction de l'espèce et la pérennité des dividendes.

OLIVE.

Depuis quelques temps, on assiste à une curieuse poussée journalistique. Grâce à la force de « sèves » particulières, des feuilles nouvelles, timides, mais douées d'une extraordinaire vitalité, peuvent être découvertes, ainsi que violettes cachées sous mousse, au fond de cette forêt de Bondy qu'est la Grande Presse. Et malgré qu'elles soient totalement inconnues du commun des mortels, elles n'en existent pas moins, idéelles, dans l'air, se riant de toutes les difficultés financières ou autres.

Il s'agit, en effet, de l'idéal Europe. De l'Europe au cheving-gum bien entendu, de l'Europe armée jusqu'aux dents, casquée, harnachée comme un gendarme, et montant une garde vigilante autour de la Paix, résolue à tout, même à la guerre, pour la maintenir. La dernière en date de ces publications, s'appelle « L'Européen ». C'est un journal sérieux et résolument internationaliste, humanitaire, et tout et tout, ainsi que vous l'avez vu :

## PROPOS SIMPLES

Avec quel visage la France va-t-elle entrer dans l'Europe en formation? Avec sa grande figure traditionnelle, sa magnifique traîne brochée d'histoire, de noblesse et de générosité? Ou la pauvre mine que lui ont donnée ceux qui ont rétréci à leur échelle tous les penseurs français?

« That is the question » doit se dire Winston Churchill!

Et, selon, la France animera le continent, lui imprimera son élan, fendra le flot des hésitations ou des opposants en figure de proue ou se verra tirée par les autres, filant sur son erre dans l'impouvoir d'être même une godille.

Retrouveras-tu les nautonniers, France des principes immortels et des idées de nation-guide? Le monde l'attend. Le monde l'espère et les Français de bonne race avec lui.

SIMPLET.

Voilà de quoi faire tressaillir d'enthousiasme de Gaulle et même Carrou.

## Fédération Anarchiste

Nous rappelons aux secrétaires des Régions qu'ils peuvent utiliser « les communiqués F.A. » en guise de cerne leur itinéraire (propagande, trésorerie, etc.) avec les groupes.

Secrétaires des Régions, ne négligez pas ce moyen de correspondance. Le Comité National.

De nombreux groupes ayant cessé toute activité pendant la période de vacances, le « Libertaire » leur ouvre ses colonnes pour les indispensables communiqués de rentrée.

## 2° REGION

## PARIS XV°

Groupe d'Etudes Sociales « Pax »

Il est rappelé aux camarades, amis, sympathisants et lecteurs du « Libertaire » que le groupe Paris XV° reprendra ses activités aux jours et heures habituels, 1<sup>er</sup> et 3<sup>e</sup> jeudi de chaque mois. Dans le local du P.S. du 15<sup>e</sup>, 31, rue du Général-Beuret, métro : Vaugirard.

Première réunion exceptionnelle, 22 septembre, 20 h. 45. Reprise de contact.

Création du Bureau du Secrétariat. Groupe Louise-Michel (18<sup>e</sup>). — Réunion du Groupe jeudi 22 septembre, à 20 h. 30, 18, rue Léon (sous-sol de l'Olympic). Présence indispensable de tous.

Groupe de Livry-Gargan. — Le cycle des réunions du groupe reprendra le lundi 12 septembre, à 21 heures. Salle municipale « Joseph-Noire ». Face entrée du Stade C.S.M.L.G. Autobus 147, arrêt : Mairie. Les sympathisants sont cordialement invités. Réunions tous les deuxièmes et quatrièmes lundis.

## 3° REGION

Pour tout ce qui concerne la 3<sup>e</sup> Région, se mettre en communication avec : E. Mazeau, 2, impasse de la Lune, à Strasbourg, et pour la trésorerie, avec : Charles Offer, 6, Cité Spach, à Strasbourg (C.C.P. 87.305).

## 4° REGION

Brest. — Un appel est adressé à tous ceux, anarchistes et sympathisants, lecteurs du « Libertaire », pour qu'ils viennent assister aux réunions du Groupe d'Etudes Sociales de Brest, qui ont lieu les premiers et troisièmes vendredis de chaque mois, local de la C.N.T., porte Pautras, face au lycée. C'est une obligation morale pour tous ceux qui se déclarent libertaires, d'y assister.

Sujet de la causerie du 16 septembre : « Esquisse de la morale anarchiste ».

## 5° REGION

Lyon-Libre-Examen. — Samedi 24 septembre, à 16 h. 1/2, au siège, café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, remise des penneaux.

Cotisations, librairie, bibliothèque. Libre Examen-Lyon-Centre et Groupe de Vaise. — Samedi 1<sup>er</sup> octobre, à 16 h. 1/2, réunion urgente des deux groupes. Café Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, angle Boileau. Ordre du jour très important.

Libre Examen - Groupe de Vaise. — Samedi 8 octobre, à 16 h. 1/2, Café du Bon Accueil, 71, rue de Bonnel, angle Boileau.

Débat public sur la non-possibilité et possibilités actuelles de la gestion directe ouvrière des moyens de production. Cordiale invitation à tous.

Grenoble. — Après un court moment de relâchement dû aux congés, le groupe repart. Il se réunit tous les vendredis, hôtel de l'oisans, 11 rue du Vieux-Temple, Grenoble. Une per-

## Une vieille canaille :

## Gaston MONMOUSSEAU

(Suite de la première page)

voyant et marqué, il occupe ses loisirs à la rédaction de la feuille communiste la plus « imposée » et la moins lue, « La Vie Ouvrière », où il accomplit, avec la légèreté du porceau dans un potager, les besognes de provocation et de calomnie que lui dicte l'officine qui le soigne.

On doit convenir que cette semaine, cette vieille canaille s'est particulièrement distinguée. Se recommandant d'une « jeunesse individualiste-anarchiste » (?) et comptant sur cet alibi pour échapper au châtiment, le drôle se livre sur notre Mouvement Libertaire et sur quelques-uns de nos camarades aujourd'hui décédés (Sébastien Faure entre autres) dont la vie fut tout entière consacrée au service de la justice sociale, aux plus basses calomnies.

Ce grotesque agent de l'impérialisme le plus bestial oublie qu'il appartient à la direction d'un parti depuis 1922, et que depuis cette époque, de l'aveu même de ce parti, cette direction a constamment été truffée de fascistes, de provocateurs et de flics.

Un provocateur, Frossard, le premier de ses complices en 1921 ;

Un fasciste Paul Marion, à la direction du parti en 1924 ;

Une crapule, Doriot, au bureau politique de 1925 à 1932 ;

Des flics Celor, Joly et leurs amis au secrétariat du parti en 1930 ;

Appointé par la préfecture, Gitton, secrétaire du parti pendant 6 ans et responsable, ce qui est un comble, du parti illégal à la veille de la guerre ;

Et Bour, secrétaire de la Fédération du Bâtiment, et Barbé et... d'autres, beaucoup d'autres, dénoncés après coup par « l'Humanité » elle-même ;

les colonnes de notre « Libertaire » ne suffiraient pas à les citer tous. Et comme si cela ne suffisait pas, les syndicats et le parti de notre bonhomme ont décidé de ne plus faire de détail et aujourd'hui, c'est la majorité des flics de France qui sont rentrés dans leurs rangs.

Monmousseau, lui, s'est maintenu. Il existe une excellente raison à cela, Monmousseau est l'homme de Moscou.

— Oh ! n'allez surtout pas le pla-

cer sur le même plan que ces grands rapaces, dont l'envergure est incontestable, et que nous a si bien dessinés Jan Valtin. Le bougre est trop lâche pour cela. Moscou ne l'emploie qu'à ces besognes de basse police où le manque de conscience tient lieu de talent, à des tâches que l'on transmet, non par des codes compliqués mais à l'aide de pin-cettes. Et on est bien obligé de constater que sa présence constante, à travers toutes les purges, sur un strapontin du Comité central du Parti Communiste s'apparente à celle du « mouton » traditionnel des maisons de détention.

Surtout n'allez pas croire que le drôle manque de mémoire. Ce fonctionnaire syndical, qui peut légitimement revendiquer le titre du plus « corrigé » parmi les renégats, rappelle amèrement dans son libellé, la conduite de « Grenoble » que lui firent les femmes de cheminots (qu'il insulte au passage) légitimement écœurées par son attitude en 1922.

Que les staliniens aient choisi ce barbon pour lancer dans les milieux ouvriers ses calomnies contre nos anciens est tout de même symbolique. La vigueur de notre mouvement les inquiète et c'est pour cela qu'ils se sont servis de ce triste être, facilement désavouable, et dont la mine renommée ne risque pas, si elle sort ternie de l'aventure, de leur porter grand préjudice.

Les travailleurs tout de même auraient tort d'oublier tout à fait ce pourvoyeur de camps de concentration, ce mouchard, ce calomniateur qui, depuis 30 ans, vit à leurs crochets. L'animal est vile, il peut être dangereux, et au soir de la transformation sociale, il serait peut-être bon de placer ce gibier de tribunal révolutionnaire hors d'état de nuire.

Maurice JOYEUX.

En un mot, nous repoussons toute législation, toute autorité et toute influence privilégiée, patenée officielle et légale, même sortie du suffrage universel, convaincu qu'elle ne pourrait tourner jamais qu'au profit d'une minorité dominante et exploitante contre les intérêts de l'immense majorité asservie. Voilà dans quel sens nous sommes réellement des anarchistes.

BAKOUNINE.

## Ceux qui s'en vont

On nous annonce de Béziers, la mort accidentelle de notre bon camarade Léon Joseph.

Malgré sa jeunesse, il n'avait que 28 ans, celui-ci ne laissera que des regrets dans tous les mouvements où il militait : Fédération Anarchiste, G.N.T., Mouvement des Jeunes.

## Les charbons du « Libertaire »

Désignation	par 500 kgs	par 1.000 kgs	par 2.000 kgs (la tonne)
1/4 GRAS OU MAIGRE :			
Gaillottes 50/80	4.710 »	9.302 »	9.179 »
Noix 30/50	4.790 »	9.466 »	9.343 »
1/2 GRAS :			
Gaillottes 50/80	4.400 »	8.687 »	8.564 »
Noix 30/50	4.490 »	8.851 »	8.728 »
BOULETS D'ANTHRACITE	4.500 »	9.000 »	8.750 »
FLAMBEANTS			
Calib. et concassé 20/40, 40/60	4.230 »	8.338 »	8.215 »
COKE DE GAZ			
Calib. 10/15	3.600 »	7.107 »	7.005 »
ANTHRACITES (PAYS DE GALLES)			
PREMIER CHOIX			
Gaillottes 50/120	5.760 »	11.384 »	11.282 »
Noix et noiset. 20/80 et 20/50	5.800 »	11.487 »	11.304 »
ANTHRACITES (PAYS DE GALLES)			
DEUXIEME CHOIX			
Gaillottes 50/120	5.390 »	10.846 »	10.533 »
Noix et noiset. 20/80 et 20/50	5.490 »	10.830 »	10.718 »
ANTHRACITE RUHR OU BELGIQUE			
Gaillottes 50/120	5.580 »	11.035 »	10.923 »
Noix et noiset. 20/80 et 20/50	5.680 »	11.200 »	11.087 »
Gaillottes 50/80, Noiset. 35/50	3.960 »	7.905 »	7.702 »

Ces prix s'entendent TOUTES TAXES COMPRISES

Les commandes sont reçues au « Libertaire », 145, quai de Valmy, Paris-10.

LIVRAISON minima : 500 kgs pour PARIS et PROCHE BANLIEUE

1.000 kgs POUR LES AUTRES COMMUNES DE LA BANLIEUE

LES COMMANDES SONT REGLEES A LA LIVRAISON

Barème de prix valable jusqu'au 1<sup>er</sup> octobre

## LES ENTRETIENS DE WASHINGTON

Une bonne semaine de négociations entre ministres des Finances, un remue-ménage de tous les diables en Bourse et en Angleterre, une campagne ultra poussée contre la possible dévaluation de la livre — ce qui entraînerait celle des monnaies occidentales — pour aboutir à un cul de sac : tel est le bilan actuel des entretiens de Washington.

Et il ne pouvait en être autrement. La grave crise tant sociale que monétaire que traverse l'Angleterre, l'appauvrissement général des nations secourues dès le lendemain de la Libération, le pouvoir d'achat sans cesse amoindri des populations soumises à la dictature de l'or, sont les caractéristiques mêmes de l'échec d'un système. M. Robert Marjolin, secrétaire général de l'O.E.C.E., n'a pas hésité à reconnaître l'échec du Plan Marshall et la nécessité de reprendre la comptabilité des nations atlantiques à zéro sous peine de voir le bloc si péniblement construit se désagréger rapidement.

par NORMANDY

tense et inégale jusqu'à ce jour. Toutes les autres nations ayant versé leur or aux fournisseurs américains pendant la guerre 39-45, ayant subi les déprédations et les destructions que l'on sait, sont dans l'incapacité totale de concurrencer leur puissant allié, donc d'équilibrer leurs balances commerciales. Aux commandes nécessaires passées aux U.S.A., les industriels et paysans des Etats appauvris ne peuvent répondre par leurs exportations. Leur matériel trop vieux, son insuffisance en rendement, sa rareté, les charges assumées par les gouvernements imbus d'une gloire passée et guidés par la toute-puissante secte des profiteurs, font que les prix de revient de ces nations dépassent de loin ceux de la riche Amérique. Toutes les injections de dollars faites par les bons Samaritains, aussi fréquentes soient-elles, n'y changeront rien.

Hormis quelques articles que ne possèdent pas ces nababs, les pays européens ne peuvent rien placer chez leur unique concurrent, celui-ci fabriquant de tout, plus et pour moins cher. D'où le chômage et l'écrasement du pouvoir d'achat tant aux U.S.A. qu'en Europe, les premiers ne pouvant écouler toute leur production, les seconds ne pouvant lutter contre l'envahissement de leurs marchés intérieurs par les produits américains moins chers.

Comment donc résoudre le problème? Comment rétablir même d'une façon faciale l'équilibre entre les monnaies? Comment justifier aux regards des électeurs vanneuses ces ponctions rituelles dans les réserves de l'Etat? Comment ne pas froisser les susceptibilités nationales tout en faisant main basse sur l'économie de chacune des nations secourues? Comment opérer pour que la crise sociale générale ne se transforme pas rapidement en conflit révolutionnaire? Telles étaient les questions posées aux ministres des Finances convoqués à Washington par M. Snyder. Celui-ci a évidemment demandé une remise à jour des cours des monnaies, en l'occurrence une revalorisation du dollar par rapport à la livre. Sir Stafford Cripps a refusé, la dévaluation de la livre entraînant obligatoirement un renchérissement de la vie en Angleterre et risquant de ce fait de compromettre et le plan travailliste et le sort de ces mêmes travaillistes lors des prochaines élections. Il fallut donc se rabattre sur des expédients. Les U.S.A. permirent donc à la Grande-Bretagne de vendre et d'acheter avec des dollars Marshall en dehors de la zone dollar. Ils prendront vraisemblablement en charge, à partir, l'entretien des bases stratégiques anglaises de l'Atlantique (comme pendant la guerre, de 1941 à 1945). Ils réduiront certaines de leurs productions pour laisser le champ libre aux denrées anglaises correspondantes. En revanche, c'est le fait le plus important, ils investissent des capitaux en France, en Afrique, en Angleterre, ce qui provoquera une réduction des prêts du Trésor américain relayé en l'occurrence par les banques privées et la mise en tutelle définitive des capitalistes du monde occidental par leurs confrères de Wall Street.

Et là nous arrivons au cœur du problème. Ou les divers Etats consentiront à s'abandonner au capital privé yankee, capital qui se chargera de remettre les industries en marche dans le cadre de la libre concurrence, ou bien ils se dresseront contre ce même capital privé et tenteront avec les moyens du bord de se sauver en plantant à outrance et en instaurant un ren-

forçant le dirigisme. Les deux thèses ont des défenseurs acharnés et intraitables. D'une part les U.S.A., de l'autre l'Angleterre. Et l'on n'est pas près de voir l'harmonie s'établir entre ces deux conceptions également impérialistes et autoritaires.

Le résultat de cette lutte sourde se traduit par la bataille des tarifs douaniers et des monnaies. Elle a pour conséquence un chômage qui ira empirant aux U.S.A. et une politique de restrictions sans cesse accentuée outre-Manche. Quant à la France, sa position plus nuancée lui permet de tenir momentanément le choc sans pour cela voir son avenir se teinter de couleurs plus claires.

Vus sous cet angle, et comme le dit Combat du 12 septembre, « les entretiens de Washington ne servent à rien ». La crise économique ne peut que s'aggraver.

Inévitablement, et quoi qu'ils fassent, les dirigeants capitalistes ne peuvent éviter la culbute parce que leurs thèses et synthèses reposent sur un certain nombre de contradictions insurmontables. A commencer par la nécessité de produire pour faire suer du profit alors que personne n'achète plus faute de pouvoir d'achat.

Comment sortir de cet imbroglio? Par la guerre, cette dernière ressource des impérialismes aux abois? La guerre ne résoudrait rien. Elle ne ferait que précipiter la chute du capital dans sa forme actuelle.

Alors? Alors reste l'ultime solution des peuples qui ne veulent pas mourir : la transformation complète du système économique, son renversement et son remplacement par l'économie de demain, distributive, axée sur la consommation et non plus sur la production génératrice de profits et d'exploitation de l'homme par l'homme. Mathématiquement, scientifiquement, cette nouvelle économie viendra, l'autre s'empoisonnant elle-même tel le scorpion se suicidant dès qu'entouré de flammes. La tâche des révolutionnaires n'est pas d'attendre cette fin inéluctable car les spasmes de son agonie peuvent être terribles. En luttant pour l'abolition des frontières, en sapant les impérialismes, en réveillant la conscience internationaliste des masses, en les préparant à la prise des moyens de production pour l'instauration rapide de l'économie égalitaire, ils se feront les fossoyeurs du système capitaliste, générateur de guerre et de misère.

On ne naît pas jardinier, on le devient! Je disais mon voisin en préparant avec amour ses semis. Voyez, il leur faut de la bonne terre, bien fine, ou mieux encore, du terreau. Un semis négligé, une récolte sacrifiée! Ce qui compte, en toutes choses, c'est le premier souffle d'air qu'on respire!

Le premier souffle d'air? Toi qui me lis, camarade paysan, quel air vicié ne t'a-t-on pas habitué à respirer dès ton plus jeune âge? Les parents, humbles fermiers, pauvres, mécontents ou petits propriétaires, t'ont inculqué ce qu'ils croyaient être juste, c'est-à-dire le respect des traditions et des choses établies. L'école, au lieu de te libérer, n'a fait que te préparer à cette mascarade qu'il est convenu d'appeler « le métier de citoyen ». Oh! la fameuse école, qui a fait de toi un vil instituteur! Le pauvre homme, il croyait lui aussi bien faire en t'apprenant cela, il a accompli honnêtement son métier, mais ne crois-tu pas que les temps sont changés?

Où qu'il l'appartient de les faire changer?

Je sais. Vous avez bien compris, vous avez créé une coopérative agricole, vous avez acheté un tracteur qui vous économise le temps et la peine. « Le temps c'est de l'argent, dis-tu? Laisse donc les proverbes tranquilles! Ne te rends-tu pas compte que l'argent est la nature? As-tu songé qu'il met déjà en commun ses outils qui sont aujourd'hui des livres et qui seront demain des faucheuses et des tracteurs? As-tu songé qu'il partage avec tous ses connaissances et sa foi, tout ce qu'il possède! Mais as-tu songé que demain c'est la terre qu'il possèdera?

As-tu remarqué que son instituteur tend, de plus en plus, à remplacer les leçons qu'on donne par des conférences préparées et faites par les élèves? As-tu songé que demain ton fils sera capable de faire un exposé remarquable et que la phraséologie creuse et nous débarrasse d'un député ne l'impressionnera plus?

As-tu remarqué que la Coopérative Scolaire imprime un journal mensuel et que ton fils y collabore? As-tu songé qu'il ne se laissera pas prendre aux envolées lyriques et mensongères des journaliers prostitués?

Ne vas-tu rien faire pour préparer si non ta Libération, du moins la sienne? Allons, camarade, la tâche est immense, mais l'avenir l'appartient! Courage camarade, courage! Nous sommes des millions à vouloir vivre libres et pacifiques, des millions qui s'ignorent parce qu'ils n'ont pas de voix. C'est à nous, d'eux, Camarade, viens avec nous, sois une de ces voix!

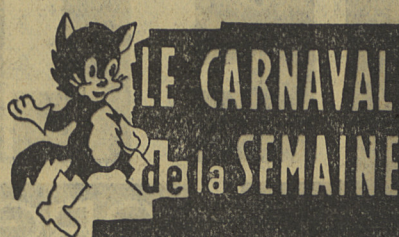
Gilbert LAMIREAU.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse, joindre 20 francs et la dernière bande



## A LA MANIERE DE...

La presse de Sofia rapporte que les soldats « rebelles » grecs qui franchissent la frontière bulgare pour trouver refuge devant la poussée des « gouvernements » sont immédiatement désarmés et conduits à l'intérieur du pays.

En Albanie les formalités sont identiques. Les soldats grecs qui passent la frontière, sont, d'après le Ministre de la Défense nationale d'Albanie, désarmés et envoyés dans des camps de concentration.

Daladier aurait-il fait école dans les démocraties populaires?

## MONDANITES

Le 8 septembre ont été célébrées à Notre-Dame, les obsèques du brigadier Neufcourt abattu par les gangsters.

Etaient présents MM. Jules Koch, Roger Léonard, Pierre de Gaulle, le gouverneur militaire de Paris.

George VI et le président Truman pris par leurs tâches respectives n'avaient pu se déplacer.

## Y A D'LA JOIE

Il suffirait pour tuer la population du globe de deux cents grammes d'une substance biologique distribuée d'une certaine manière, a déclaré le docteur Brock Chisholm, directeur général de l'Organisation mondiale de la Santé (S.O.), devant les membres de l'Union des Organisations pour la Paix, réunis à Saint-Cergue (Suisse).

« Tout pays qui possède quelques bons bactériologues et des hommes capables de répandre les produits qu'ils auront mis au point dispose d'une puissance militaire égale à celle des plus grandes nations. La main-d'œuvre dans ce domaine ne compte pas, ni l'industrie lourde, Armées, flottes navales et aériennes jusqu'ici symboles de puissance, sont maintenant périmees, a conclu le docteur Chisholm. La bombe atomique elle-même en comparaison des armes biologiques est un jouet d'enfant. »

(Les journaux.)

— A votre bonne santé!

## LE CHEMIN DE LA CHANSON

Le parti communiste de l'Etat de New-York a décidé de présenter le chanteur noir Paul Robeson comme candidat au poste de sénateur fédéral au cas où M. Henry Wallace déciderait de ne pas se présenter.

(Les journaux.)

Paul Robeson deviendra-t-il maître-chanteur?...

## LE CHAT BOTTE.

## La Voix de la Terre

On ne naît pas jardinier, on le devient! Je disais mon voisin en préparant avec amour ses semis. Voyez, il leur faut de la bonne terre, bien fine, ou mieux encore, du terreau. Un semis négligé, une récolte sacrifiée! Ce qui compte, en toutes choses, c'est le premier souffle d'air qu'on respire!

Le premier souffle d'air? Toi qui me lis, camarade paysan, quel air vicié ne t'a-t-on pas habitué à respirer dès ton plus jeune âge? Les parents, humbles fermiers, pauvres, mécontents ou petits propriétaires, t'ont inculqué ce qu'ils croyaient être juste, c'est-à-dire le respect des traditions et des choses établies. L'école, au lieu de te libérer, n'a fait que te préparer à cette mascarade qu'il est convenu d'appeler « le métier de citoyen ». Oh! la fameuse école, qui a fait de toi un vil instituteur! Le pauvre homme, il croyait lui aussi bien faire en t'apprenant cela, il a accompli honnêtement son métier, mais ne crois-tu pas que les temps sont changés?

Où qu'il l'appartient de les faire changer?

Je sais. Vous avez bien compris, vous avez créé une coopérative agricole, vous avez acheté un tracteur qui vous économise le temps et la peine. « Le temps c'est de l'argent, dis-tu? Laisse donc les proverbes tranquilles! Ne te rends-tu pas compte que l'argent est la nature? As-tu songé qu'il met déjà en commun ses outils qui sont aujourd'hui des livres et qui seront demain des faucheuses et des tracteurs? As-tu songé qu'il partage avec tous ses connaissances et sa foi, tout ce qu'il possède! Mais as-tu songé que demain c'est la terre qu'il possèdera?

As-tu remarqué que son instituteur tend, de plus en plus, à remplacer les leçons qu'on donne par des conférences préparées et faites par les élèves? As-tu songé que demain ton fils sera capable de faire un exposé remarquable et que la phraséologie creuse et nous débarrasse d'un député ne l'impressionnera plus?

As-tu remarqué que la Coopérative Scolaire imprime un journal mensuel et que ton fils y collabore? As-tu songé qu'il ne se laissera pas prendre aux envolées lyriques et mensongères des journaliers prostitués?

Ne vas-tu rien faire pour préparer si non ta Libération, du moins la sienne? Allons, camarade, la tâche est immense, mais l'avenir l'appartient! Courage camarade, courage! Nous sommes des millions à vouloir vivre libres et pacifiques, des millions qui s'ignorent parce qu'ils n'ont pas de voix. C'est à nous, d'eux, Camarade, viens avec nous, sois une de ces voix!

Gilbert LAMIREAU.

REDACTION-ADMINISTRATION  
Robert JOULIN, 145, Quai de Valmy  
Paris-10<sup>e</sup> C.C.P. 5561-76

FRANCE-COLONIES  
1 AN : 500 FR. — 6 MOIS : 250 FR.

AUTRES PAYS  
1 AN : 750 FR. — 6 MOIS : 375 FR.

Pour changement d'adresse, joindre 20 francs et la dernière bande



# LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

## PROPOS D'UN BEOTIEN ALLEMAGNE 49<sup>(2)</sup>

Henri Rochefort écrivait dans sa « Lanterne » à la fin du Second Empire : « La France a trente-six millions de sujets, sans compter ceux de mécontentement ». Nul ne chicanera la valeur de la citation et nous admettrons que ces temps lointains nous paraissent révolus.

Nous sommes, de nos jours, parfaitement heureux de notre sort. Dans un pays vaillamment « libéré », quiconque peut, à présent, s'exprimer librement, affirmer son opinion et, comme le disait fort spirituellement Charles Rappoport, la partager ; quitte à payer l'amende dans le cas où l'avis émis ne coïnciderait pas exactement avec celui professé par le Gouvernement au pouvoir.

Il y a, bien sûr, encore quelques formalités agaçantes : ainsi, payer, de-ci, de-là, de menus impôts, acquitter des taxes, locales ou non, se soumettre à la dime qui frappe chaque objet, chaque denrée ; mais qu'est-ce cela au regard de la satisfaction que chacun d'entre nous ressent lorsqu'il constate que grâce à son effort, à sa docilité, l'Etat peut se payer le luxe de dépenser la bagatelle de un milliard et demi chaque jour.

Sans doute existe-t-il des mauvais coucheurs qui estiment que la reconstruction s'effectue au ralenti, que les salaires ne sont pas au prorata du coût de la vie, que trop souvent des scandales éclatent, scandales de tout genre et de tout acabit. Mais ce sont là des grincements qui ne se contentent pas d'admirer les exploits de Coppi ou de Robic, gens qu'il faut mettre au pas et, grâce à la S.F.I.O., nous avons pour ce faire, M. Jules Moch et ses C.R.S.

Il existe pourtant une catégorie de paroissiens irréductibles, au caractère particulièrement pernicieux, et qui n'ont pas l'air, mais pas du tout, d'apprécier à sa juste valeur la sollicitude dont font preuve nos gouvernants à leur égard.

Ce sont de petits hommes, à la peau jaune, aux pommettes saillantes, aux yeux bridés et qui ont pour signe particulier de croire encore à cette balancière : le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. On ne saurait être plus mauvais plaisants.

Loin d'être satisfaits du don de sa personne que vient de leur faire un certain Bao Dai, ils gardent une ran-cune tenace à leurs « protecteurs », ce qui est vraiment le comble de l'ingratitude. L'un d'eux que j'eus l'occasion de rencontrer, m'a démontré sans conteste qu'il n'encontre de certain peuple, ils n'ont point la mémoire courte.

Voici ce qu'il m'a raconté :

« C'était en 1931 ; le 29 mai pour

## LA DÉMOCRATIE ISRAËLIENNE

Nous extrayons du bulletin quotidien édité par le Service israélien d'information (15 juillet 1949), le document suivant, paru sous le titre « Pour la défense et la sécurité du territoire » : « La loi sur les pouvoirs exceptionnels accordés au gouvernement pour la défense et la sécurité a été adoptée en première lecture mardi soir par la Knesset (Parlement) à une majorité de 8 voix. Le projet du loi avait été déposé par M. Rosenbluth, ministre de la Justice.

« Ce projet de loi est destiné à abroger les ordonnances promulguées par la puissance mandataire en 1945, tout en conservant certaines de leurs dispositions sous une nouvelle forme. « Dans son essence, la loi en question prévoit des restrictions sur les libertés personnelles et l'entrée en vigueur de mesures de sécurité ainsi que l'institution de la censure militaire pour la période que la « Knesset » aurait proclamée « période d'exception ». Le projet de loi pose en principe qu'une action de ce genre ne peut être entreprise que si les autorités compétentes sont convaincues que ces mesures sont impératives pour la défense de l'Etat, la sécurité publique ou le maintien du ravitaillement et des services essentiels.

« Le ministre de la Défense reçoit le pouvoir de désigner des officiers compétents qui pourront ordonner la détention d'une personne quelconque. Le ministre de la Justice nommera des Commissions d'appel qui examineront le cas des personnes arrêtées. Les détenus pourront être éconduits sept jours sans que soient formulées contre eux des charges d'accusation, ou quatorze jours avant de comparaître devant une commission d'appel. Les détentions pourront être révisées chaque mois. Les agents de police ou les agents de police militaire pourront mettre en état de détention toute personne suspecte, et les prisonniers de cette catégorie pourront être détenus 48 heures sans l'approbation des autorités compétentes. Les officiers compétents pourront limiter la liberté des individus en restreignant leurs déplacements, en coupant les lignes téléphoniques et en confiscant le courrier. Les personnes qui n'auraient pas la citoyenneté israélienne pourraient être déportées.

« Dans le cadre des mesures de sécurité, les officiers de sécurité ont le pouvoir d'ordonner les évacuations et de prendre des précautions pour éviter le sabotage.

« Au sujet de la censure, le projet de loi contient une clause suivant laquelle il est possible de faire appel auprès d'un comité nommé par le ministre de la Justice. Les mesures punitives ne peuvent être imposées aux contrevenants que par des tribunaux civils. »

Des commentaires seraient inutiles.

être précis. Un sergent de la Légion étrangère nommé Layon, va rejoindre un nouveau poste dans la brousse. Chemin faisant, il aperçoit, aux abords d'un autre poste, un Annamite ligoté à un arbre par le poste de garde et tenant dans ses mains liées, la tête d'un autre Annamite que l'on sut plus tard avoir été exécuté pour s'être rendu coupable

par le Docteur HELLAS

du port d'un drapeau lors d'une manifestation. Layon tire son revolver et tue l'homme attaché. Puis il reprend sa route.

« Arrivé à destination, il trouve huit Annamites détenus à la prison sans qu'une enquête ait pu jamais préciser pourquoi. Accompagné du chef de poste, le sergent légionnaire Von Bargen, Layon pénètre dans une cellule et fait sortir l'un des prisonniers. Von Bargen lui loge plusieurs balles dans le corps ; puis les légionnaires sont invités à frapper tous les détenus à coup de manche de pioche ou de nerf de bœuf. Ensuite, on va dîner.

« Durant le repas, des coups de feu éclatent. C'est Von Bargen qui se fait la main sur deux Annamites qu'il a extraits de leur cellule. Survient à ce moment un indigène qui, ayant vendu des oeufs au poste, en vient réclamer le montant. Un légionnaire le paie d'un coup de baïonnette dans le cou, tandis qu'un autre l'assomme à coups de crosse.

Le reste du poste accourt et lui casse des bouteilles sur la tête. Après cet exploit, son corps est jeté dans un ca-

mion ; on y adjoint les huit prisonniers et la voiture démarre.

« Peu après le départ, premier arrêt. Le sergent Layon donne l'ordre à des prisonniers de descendre et les tue à bout portant. On repart. Plusieurs fois le camion s'arrête et la scène se renouvelle. Son revolver s'étant enrayé, Layon fait exécuter le dernier prisonnier par le légionnaire Le Gallic, à coups de mousqueton. Au passage d'une rivière, le camion est lavé pour faire disparaître toute trace suspecte puis, un tir nourri sur la voiture simule les dégâts provoqués par « une attaque communiste ».

« Au tribunal où ces assassins comparaissent, le commandant Lambert affirme, en l'approuvant, que l'ordre confidentiel numéro 280 prescrivait d'agir ainsi avec les prisonniers et que le gouverneur intérimaire Robin avait donné des instructions verbales pour que l'on en tienne le plus possible.

« En foi de quoi les légionnaires furent acquittés et purent reprendre le cours de leurs exploits ».

L'exactitude des faits n'est pas niable. J'ai pu personnellement le constater rendu du procès et il me serait facile de relater mille drames de ce genre depuis les quelque soixante ans que les Français séjournent en Indochine.

Convenez que, dans ces conditions, il est des plus raisonnables de consacrer chaque jour, sur le budget, quelques millions de nos francs Pétache pour assurer « l'ordre » là-bas. Nous aurions mauvaise grâce à nous y refuser.

Ces jeunes, après tout, n'ont qu'à faire preuve d'amnésie puisqu'il est entendu qu'il n'y a que les résistants en France — qui aient le droit de se souvenir des bontés de la Gestapo.

## Nouvelles du Monde

Dans le monde

par R. ÇAVAN

Secrétaire aux relations internationales de la F.A.

La presse communiste de tous les pays se fait l'écho des articles de la Pravda, stigmatisant les attaques contre les camps de travail forcé en U.R.S.S. « Il n'y a pas en U.R.S.S. de camps de travail forcé mais des centres de rééducation pour délinquants ». Distinguo éminemment progressiste !

Ce que ne disent ni la Pravda ni la presse stalinienne de tous les pays, c'est ce qu'est le gouvernement soviétique par délinquants. Il est probable que si l'interprétation stalinienne du terme était adoptée en France, la totalité de la population serait enfermée dans des « camps de rééducation ». Les communistes y compris. Il suffit pour s'en convaincre de lire le « Code du travail soviétique ».

« C'était en 1931 ; le 29 mai pour

« C'était en 1931 ; le 29 mai pour

Allemagne

« Action » est le journal communiste des « talons rouges ». Quelle n'a pas été notre surprise de voir son rédacteur en chef « incendier » les cinéastes des actualités cinématographiques responsables de nous avoir montré dernièrement la jeunesse allemande défilant « dans le plus pur style des manifestations sportives hitlériennes ». A la tribune d'honneur de cette « intolérable manifestation provocatrice » trônait Denis, secrétaire de l'U.J.R.F. (ex-Jeunesse communiste).

Italie

Grèves en Sicile, à Rome, à Naples. La Fédération anarchiste italienne est présente partout.

Giuliano réclame un plébiscite : « est-il un bandit ou un héros ? » Pour notre part, si nous le comparons aux dirigeants politiques italiens (ou français), le moins que nous puissions en dire c'est que c'est un débutant : il prend trop de risques.

Argentine

Mme Peron, femme du dictateur bien connu, vient de se voir attribuer par la Chambre de la « República » Argentina la somme de 70 millions de pesos pour ses bonnes œuvres.

Dire que nos camarades argentins luttent contre ce couple désintéressé et contre ce gouvernement généreux. Ingratitude noire.

Le ministre américain de la Défense nationale a déclaré :

« Nous avons pu nous endormir, mais maintenant nous sommes bien réveillés. » Quand les ministres sont trop réveillés, ce sont les peuples qui font des cauchemars.

Afrique du Sud

A la suite de l'augmentation massive du tarif des transports à Johannesburg, une émeute a éclaté dans cette ville. La police a tiré. Bilan : un mort et de nombreux blessés.

Comme à Marseille sous Jules Moch.

Roumanie

Le camarade-ministre-général Vorochilov a défini, au cours d'un discours où il faut comprendre par « internationalisme » :

« L'internationalisme est un homme qui sans réserve ni hésitation et prêt à défendre inconsciemment la patrie du prolétariat... »

La patrie du prolétariat, c'est l'U.R.S.S. et il ne faut pas confondre l'internationalisme et cosmopolitisme. Est un « cosmopolite » celui qui, renonçant à la défense sacrée de la patrie russe — comme « l'immonde tripouille » qui gouverne la Yougoslavie — commerce avec les démocraties pourries.

U. R. S. S.

L'U.R.S.S. a repris dernièrement ses livraisons de minerais de manganèse aux U.S.A.

Radio-Moscou annonce que tous les Russes âgés de plus de 16 ans doivent

suivre des cours de préparation militaire.

Gageons que l'Internationale ne figurera pas parmi les chansons de marche de ces héros en herbe de l'Union soviétique. « Cosses en l'air et rompons les rangs... Nos balles sont pour nos propres généraux... »

Le Comité suprême de propagande a découvert en moins d'un an que les découvertes suivantes étaient dues à des savants russes : vol à voile, parachutes, avions, tanks, moteurs à explosion, électricité, machine à vapeur, canon et rayures du canon, et ce dernier mois : seulement le tank et la poudre.

Les membres du Comité de propagande vont recevoir la médaille des « travailleurs héroïques ».

Tchécoslovaquie

Stakanovisme dans tous les domaines : encore un complot découvert. Le troisième en quatre semaines... et des milliers de non communistes retirés de la circulation.

Le docteur Borkovec, chef du complot « découvert » ces jours derniers à Prague, complot qui aurait été conçu en mai 49 d'après les dires du ministre de l'Intérieur, est EN PRISON DEPUIS NOVEMBRE 1948.

Il n'y a pas que les maisons qui sont préfabriquées...

France

Les Espagnols en France « bénéficient » de la convention consulaire du 7 janvier 1862.

Parce que, n'est-ce pas, depuis 1862, il ne s'est rien passé...

Lettre de Corée

Séoul, 27-7-49.

Chers camarades anarchistes, Salut aux anarchistes du monde entier. Avant toute chose, nous vous remercions pour la lutte que vous menez en faveur de la paix et de la liberté.

La F.G.K.A. de Corée est la seule organisation anarchiste révolutionnaire en Corée. Organisation créée en secret par les anarchistes coréens, qui décident de passer à l'action malgré la bestialité et la cruauté de la police japonaise, dans le but de répandre plus systématiquement le mouvement révolutionnaire. Le 2 novembre 1928, dans la vieille ville de Pongyang, les anarchistes coréens ont été exécutés en masse. Beaucoup de nos camarades aient été assassinés ou incarcérés par tous les impérialistes.

Bien que les pillards japonais soient partis depuis le 15 août 1945, rien de changé, notre pays ayant été divisé en deux parties, moitié aux Américains, moitié aux Russes. Sous le régime de ces armées d'occupation, les puissances de réaction ont grandi.

Cependant, malgré les difficultés, nous luttons avec une confiance inébranlable jusqu'à la victoire ; nous battons pour que le peuple puisse enfin se libérer.

C'est à vous, camarades anarchistes du monde entier, que nous demandons assistance. De tout cœur, nous attendons votre collaboration qui renforcera notre énergie et permettra de jeter au triomphe final.

Envoyez-nous du matériel de propagande afin de renouveler notre littérature dévorée par les divers ennemis impérialistes. Fournissez-nous les adresses des mouvements frères pour reprendre les contacts.

Toujours sincèrement vôtre, W. YOURIM, Secrétaire de la Fédération anarchiste de Corée.

(Communiqué par C.R.I.A.)

Les contacts ont été repris par C.R.I.A.

Bulgarie

De notre correspondant particulier : Un prisonnier politique qui a réussi à

L'écroulement du national-socialisme en 42-45

Les dernières élections en Allemagne indiquent un renouveau du nationalisme. Nous comprenons mieux cette évolution fatale et ses possibilités, quand nous connaissons les causes du succès et du déclin du national-socialisme en Allemagne.

Le national-socialisme est la phase suprême de la réaction allemande qui a succédé au mouvement révolutionnaire de 1918-1919.

La forme traditionnelle de la réaction — militarisme, cléricisme, monarchie — ne trouvait plus d'écho dans le peuple allemand après la révolution de 1918. Comme en Russie où la réaction a triomphé avec des slogans socialistes et révolutionnaires sous la forme du bolchevisme, en Allemagne également la réaction a été obligée de se présenter sous une forme nouvelle et modernisée.

Le succès de la réaction nationale-socialiste a été assuré non seulement par la démagogie consciemment socialiste et par la terreur totale contre tous les adversaires politiques, mais aussi par des réformes et des améliorations effectives en faveur des masses laborieuses de l'Allemagne : maintien et amélioration partielle de la sécurité sociale dans la mesure où cela pouvait s'accorder avec l'augmentation de l'exploitation de la force de travail ; suppression du chômage et réalisation d'un niveau de vie supportable pour les travailleurs ; avantages matériels pour la jeunesse (études, excursions, visites de théâtre, etc.).

La propagande antifasciste, surtout marxiste, a essayé de bagateller ou même de nier ces faits. On peut comprendre que les socialistes étatiques et

nationaux de l'école marxiste soient gênés et désagréablement surpris par le fait que le national-socialisme hitlérien ait réalisé leurs propres revendications, la nationalisation partielle des moyens de production y compris.

Le national-socialisme hitlérien était effectivement socialiste-étatique et nationaliste, réformiste et « ouvrier » au même titre que le bolchevisme. Il faisait des concessions importantes à la psychologie et aux besoins matériels de l'ouvrier marxiste pour pouvoir l'utiliser par la suite comme main-d'œuvre disciplinée et comme chair à canon. Ainsi il a réussi non seulement le désarmement matériel mais encore le désarmement intellectuel des travailleurs.

La diminution progressive du recrutement national-socialiste en 1942-45 est due aux défaites matérielles et par conséquent morales que le régime devait subir continuellement.

La perte des sympathies pour le régime nazi était plus grande dans la

« Il existe entre nous et les bolchevistes plus de points communs que de divergences, et tout d'abord le véritable esprit révolutionnaire que l'on trouve en Russie et chez nous... C'est pourquoi j'ai donné l'ordre d'accepter immédiatement dans le parti tous les ex-communistes. Les petits-bourgeois social-démocrates et les bonzes des syndicats ne pourront jamais devenir de véritables nazis ; les communistes, toujours... » Hitler à Rauschning.

petite bourgeoisie et dans la bourgeoisie que dans la classe ouvrière : la petite bourgeoisie et la bourgeoisie avaient accueilli l'avènement du nazisme avec enthousiasme, la classe ouvrière par contre était toujours, dans sa majorité, plus ou moins réservée. Seule une minorité des travailleurs était devenue réellement nazie. Aussi le désillusionnement ne pouvait pas être aussi grand parmi les ouvriers que dans les classes moyennes.

L'attitude des ouvriers pendant les dernières années du régime est caractérisée par un certain ralentissement de l'effort dans l'usine, par une aide solitaire prêté aux travailleurs étrangers et aux prisonniers de guerre, par l'écoute de la radio étrangère et par la critique « grognée ».

Comme en 1933, les masses ouvrières attendaient un signe d'en haut pour transformer leur résistance passive en résistance active. Ce signe ne vint pas. Les désertions des soldats de la Wehrmacht se produisirent de plus en plus fréquemment mais toujours en isolés ou en petits groupes. Il n'y a que peu de gens qui envisageaient un soulèvement de masses.

C'est d'en haut que vint la conjuration (20 juillet 1944) et les généraux n'informèrent ni le prolétariat ni même le soldat de la Wehrmacht sur les buts de leur action. Les troupes qui avaient reçu l'ordre de marcher sur Berlin ignorèrent le but de cet ordre. Aussi les conspirateurs furent-ils rapidement isolés, cernés et pendus.

La dictature du parti nazi « ouvrier », dans sa propagande démagogique, n'hé-

Amis du Libéraire, fournissez-vous chez le même dépositaire, exigez de celui-ci l'exposition de votre journal.

M. BUCHER. (A suivre.)

(2) (Voir le Libéraire n° 194 du 2-8-1949.)

## SERVICE DE LIBRAIRIE

Elargissant notre service de librairie, nous pouvons vous procurer dans un délai de quinze jours maximum tous les livres de parution antérieure et de parution récente non inclus dans notre service de librairie.

Nous vous expédierons ceux-ci franco contre remboursement, afin d'éviter les frais de correspondance. Toute commande non complétée indiquera que le livre est épuisé.

3° LOT

ERNESTAN : Tu es anarchiste .....	20 Fr.
C. BERNERI : Guerre des classes en Espagne .....	25 Fr.
IGNOTUS : Asturies 1934 .....	12 Fr.
Gaston LEVAL : L'indispensable révolution .....	160 Fr.
E. LA BOETIE : Discours de la servitude volontaire .....	300 Fr.
F. BLANCHET : Louise Michel .....	150 Fr.

PRIX DE VENTE .....

667 Fr.

EXCEPTIONNELLEMENT : 500 francs - Franco 595 francs

4° LOT

L. LOUVET : Découverte de l'anarchisme .....	25 Fr.
XXX : Jouhaux, voici l'homme .....	40 Fr.
Louise MICHEL : Prise de possession .....	15 Fr.
C. A. BONTEMPS : Le démocrate devant l'autorité .....	120 Fr.
C. BERNERI : Le juil antisémite .....	100 Fr.
J. GRAVE : La société mourante et l'anarchie .....	125 Fr.
S. FAURE : Mon communisme .....	260 Fr.
G. LEVAL : L'indispensable révolution .....	160 Fr.
J. HUMBERT : S. Faure, sa vie, l'apôtre .....	180 Fr.
J. ALBERNY : Les coupables .....	180 Fr.
L. LECOIN : De prison en prison .....	160 Fr.

PRIX DE VENTE .....

1.365 Fr.

EXCEPTIONNELLEMENT : 1.000 fr. - Franco 1.145 fr.

C.C.P. R. JOULIN 5561-76 PARIS

Demandez-nous notre catalogue gratuit



# PROGRAMME MINIMUM D'ACTION des syndicalistes RÉVOLUTIONNAIRES

A l'heure où toutes les centrales syndicales se découvrent l'âme revendicative, nous avons estimé nécessaire de rappeler aux travailleurs le programme minimum d'action arrêté à l'unanimité lors de la conférence nationale des 20 et 21 novembre 1948 d'où devait sortir le Cartel national d'Unité d'action syndicaliste. Il est toujours vrai et tranche fondamentalement avec ce que proposent tous les fossoyeurs du mouvement syndical.

Les délégués présents se déclarent pour :

- 1° La suppression du blocage des salaires.
- 2° La suppression de l'impôt sur le revenu provenant des salaires ;
- 3° Pour une échelle mobile après revalorisation des salaires selon les indices de 1938 ;
- 4° Pour le retour effectif aux 40 heures sans diminution des salaires basés sur 48 heures ;
- 5° Pour qu'en cas de chômage partiel des entreprises, il y ait paiement intégral du salaire sur la base de 40 heures de travail ;
- 6° Pour la suppression des zones de salaires, des primes de rendement, du salaire à la tâche ;
- 7° Pour la compression de l'éventail des salaires ;
- 8° Contre l'arbitrage obligatoire ;
- 9° Pour l'organisation des Comités de Chômeurs sous contrôle syndical ;
- 10° Pour la garantie du minimum vital aux vieux travailleurs ;
- 11° Pour l'organisation de l'apprentissage ;
- 12° Contre la capitalisation ouvrière et contre toute forme d'association du capital et du travail ;
- 13° Pour la défense des libertés ouvrières, pour le respect du droit de grève, pour toutes les grèves politiques et revendicatives et plus particulièrement pour toute grève à caractère gestionnaire ;
- 14° Contre toute ingérence politique à l'intérieur des syndicats ;
- 15° Pour la suppression des crédits militaires et le report de ceux-ci au profit des services d'utilité sociale, pour la liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes ;
- 16° Pour le contrôle des prix par les organisations syndicales. Pour la création de coopératives de production. Pour la création de syndicats de consommateurs et d'usagers des services publics sur le plan communal et de quartiers pour les grands centres ;
- 17° Pour le contrôle des prix à la production par les travailleurs de l'entreprise ;
- 18° Pour l'obtention de trois semaines intégrales de congés payés.

Les syndicalistes révolutionnaires déclarent que le triomphe de ces revendications impliquera l'utilisation de toutes les formes d'action directe :

Grèves générales, grèves de réalisation gestionnaire destinées à faire fonctionner les entreprises au seul profit des travailleurs et en particulier, pour toute utilisation de forme d'action directe contre le patronat et l'Etat.

Cette action directe visera à préparer un mouvement d'ensemble de toute la classe ouvrière pour imposer les revendications ci-dessus énumérées.

La notion d'action directe ne doit pas être confondue avec tous les essais, plus ou moins réussis, des agitations partisans, mais doit être orientée uniquement pour permettre aux travailleurs l'accession à la gestion totale de l'économie.

## ENFIN, LA HIÉRARCHIE AVOUE : "Nous sommes contre les ouvriers"

Il existe encore des ouvriers qui croient qu'il y a « de bons chefs ». Il existe des ouvriers qui cherchent à acquiescer des galons, en prétextant qu'ils ne seront pas comme les autres.

La Fédération des Travailleurs du Rail (C.N.T.) a toujours déclaré qu'à partir du moment où il passe « chef », l'ouvrier n'est plus que l'ombre de ce qu'il fut ; de prolétaire, il devient l'arbitre, le garde-chiourme, flic à la solde des profiteurs.

Aujourd'hui, c'est la Confédération Générale des Cadres elle-même qui confirme d'éclatante façon notre position.

Au cours de son Congrès des 28 et 29 mai 1949, la Confédération Générale des Cadres (C.G.C.) a déclaré :

« Nous ne sommes pas des salariés ordinaires et nous n'entendons pas nous intégrer dans la cohorte des salariés de toute nature, épousant leurs vues et appuyant leurs revendications, sans souci de nos intérêts propres ou de nos responsabilités fonctionnelles. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par leur idéologie souvent dérivée du marxisme et dont le mythe éternel est celui de l'unité ouvrière : front commun des travailleurs unis pour leur émancipation. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par leurs revendications de fait. Il cherche en effet à améliorer les conditions d'existence et de travail de la masse, sacrifiant volontiers les droits des meilleurs à la satisfaction des revendications de la foule. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

Le Gérant : J. BOUCHER.

Impr. Centr. du Croissant, 16, r. du Croissant, Paris-2.

par Fernand ROBERT

« favorable aux intérêts de leurs membres et non celle qui serait favorable aux intérêts des autres. « C'est à la complicité des syndicats d'ouvriers que nous devons l'écroulement de la hiérarchie des salaires, car « jamais encore on ne les a vus refuser une augmentation ou poursuivre une grève sous prétexte de manquement à la hiérarchie des Cadres. « Chaque fois qu'ils ont été appelés à donner leur avis sur les échelles de traitement des fonctionnaires, c'est toujours à une réduction en pourcentage des traitements supérieurs qu'on a abouti. « Ce sont eux les inventeurs de ces primes et indemnités forfaitaires « qu'elles soient de vie chère, de cantine ou de transport, qui se traduisent toujours par un resserrement de l'éventail effectif des salaires. « Aucune centrale syndicale ouvrière ne s'est prononcée pour la hiérarchie des allocations familiales et ce sont les représentants ouvriers au Parlement qui accroissent chaque fois le poids des impôts que nous devons supporter. »

Avouons que, pour cette fois, la hiérarchie ne pratique pas le double jeu. Nous lui en sommes reconnaissants. La situation s'en trouve clarifiée.

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

« Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers par l'exercice d'une autorité qui ne saurait s'accommoder d'un contrôle effectué par nos subordonnés. « Nous sommes séparés des syndicats d'ouvriers parce que nous voulons un régime de droits spéciaux pour les cadres et si parfois nous pouvons faire ensemble une partie de la route, nous savons bien qu'à la croisée des chemins, ils choisiront toujours la voie

# LE LIBERTAIRE

ORGANE DE LA FEDERATION ANARCHISTE

L'usine aux ouvriers — La terre aux paysans

DANS LE LIVRE

Après le Congrès

## Le problème reste entier

par J. BOUCHER

Il n'y a plus de minorité parisienne mais la Fédération est minoritaire », déclare Bernard, secrétaire des typographes parisiens dans le Bulletin de la Chambre typographique parisienne (août-septembre). Cette affirmation appelle des commentaires car elle est à la fois vraie et fautive. Vraie lorsqu'elle s'adresse à la minorité réformiste Bernard-Largier et si elle prend pour argent comptant les applaudissements saluant l'intervention d'Andanson. Fausse, parce que nombre de staliniens et cryptostaliniens représentent les sections et parce que laissant supposer qu'en dehors de la minorité Bernard-Largier il n'y a rien.

Peu avant le Congrès nous avions déterminé ce qu'étaient les opposants à Ennhi et consorts. D'une part, la fraction socialisante, groupée autour du fin matois Largentier, fraction essentiellement anti-communiste, très « esprit du Livre », plus près de F.O. que de la C.G.T., et... sans programme défini. D'autre part, les syndicalistes-révolutionnaires, plus nombreux dans le Livre que d'aucuns pouraient le croire.

Il y eut Bordeaux, Bordeaux où les syndicalistes-révolutionnaires, « mariés » aux réformistes pour la circonstance, purent se rendre compte que le couffage était de rigueur dans tout ménage qui se respecte.

La confusion créée par la Chambre type de vouloir l'autonomie par la bande (ne pas adhérer aux Unions départementales), son opposition, plus de personnes que de méthodes, son manque de vigueur dans l'action bien que le référendum lancé dans les ateliers de la région parisienne pour soutenir le point de vue Largentier-Bernard eût donné une très large majorité aux délégués parisiens, sa capitalisation sans conditions après les votes sur le rapport moral présenté par Ennhi, montrent que les « vrais » minoritaires auraient dû attaquer sans tenir compte de ce qu'il y avait à droite, à gauche et derrière eux. Eux seuls présentaient quelque chose de positif... et de très populaire dans les ateliers. Pour avoir voulu jouer aux stratèges

ils se virent étouffer. Une leçon pour l'avenir.

Quant au qualificatif « minoritaire » donné à la Fédération, permet-nous, Bernard de ne pas être du tout d'accord.

Nul vote n'est intervenu sur le discours d'Andanson. Les faits relatés par cet étrange majoritaire étaient tellement évidents et typiques que les bons staliniens se tenaient cois, dans la salle ; mais si ce vote-témoin avait eu lieu, avec discipline, ils auraient voté contre, montrant ainsi ce qu'est pour eux le fameux « esprit du Livre » dont ils se gargarisent.

La Fédération, minoritaire ? Non, Bernard, et tu le sais bien. Ennhi, comme toujours, prendra les positions qu'il jugera bon de prendre

sans que la « Fédération » bouge d'un cadrasin. Puis, au congrès de Nice — dans 3 ans — il y aura de nouveau de beaux discours, de belles résolutions, des autocritiques subtiles, un discours ronflant mais vide du secrétaire général, et le train-train continuera comme si de rien n'était. Par lâcheté, Bernard. Par peur de prendre ses responsabilités, par crainte de se voir obligé de quitter le boulevard Blanqui, la routine si douce et le bon vieux réformisme multitaliste et corporatiste.

En 1938, le typographe travaillant dans le labeur gagnait 13,05 (tarif reconnu par la Convention collective), soit 2.257 francs pour 173 heures. Pour conserver son

pouvoir d'achat de 1938, ce même typographe devrait toucher aujourd'hui 13,05 x 173 x 19, soit 42.902 francs (19 étant l'indice du coût de la vie par rapport à 1938, déterminé par la Préfecture de police).

Or le typographe parisien gagne très exactement 18.597 fr. 50 (107,5 x 173).

L'écart existant entre les deux sommes, 42.902 fr. et 18.597,50, montre où en est réduit le producteur du Livre et la dégringolade d'un métier pratiqué par des ouvriers pourtant hautement qualifiés.

Le problème des salaires et des prix se présente donc d'une façon cruciale dans le Livre comme dans les autres branches de l'industrie.

Plus encore peut-être si l'on songe à la renommée (queque peu factice) de cette fraction de travailleurs « toujours à l'avant-garde de la lutte sociale ». Les responsabilités d'une telle dégringolade des salaires et d'un tel écart entre les pouvoirs d'achat de 1938 et 1949 sont multiples. Elles tiennent, certes, à l'apathie générale des syndiqués mais aussi à l'incapacité, aux palinodies et aux compromis de ceux qui étaient chargés de veiller avec vigilance sur la marche générale de la Fédération. Juste rançon de l'appartenance à une C.G.T. sous les ordres d'un Croizat, d'un Frachon et *tutti quanti* au moment où il eût fallu avoir des Griffuelhes et des Pouget.

Il est évident que pour les permanents fédéraux qui touchent 56.000 francs par mois et même pour les permanents parisiens, salariés à 36.000 francs, la question vitale de la revalorisation du pouvoir d'achat ne se présente pas avec la même acuité que pour le simple typographe. Il faudrait tout de même savoir si ce dernier va longtemps encore admettre le salaire de misère dont il est affublé. Il faudrait aussi savoir si, sous prétexte d'unité au sein de la Fédération, cela entraîne automatiquement le laisser-aller syndical, le manque de combativité et les ronds de jambe devant les patrons, de la part du syndiqué de base.

Les congés payés sont tous rentrés, ou peu s'en faut. La lutte revendicative doit commencer. Non en vase clos — comme dans la presse — mais au grand jour. EN LIAISON AVEC LES AUTRES CATEGORIES DE TRAVAILLEURS.

En aucune façon les 12 % d'augmentation choisis au Congrès de Bordeaux comme plateforme de lutte ne sauraient satisfaire les gars du Livre, car ces malheureux 12 % ne résolvent pas le problème posé plus haut. Bien au contraire. Ils préservent la hiérarchie, l'accroissent même en valeur absolue puisque donnant une augmentation de 2.200 francs au typographe actuellement à 18.500 et 6.600 au « chef » à 56.000 francs mensuels.

Situation paradoxale, revalorisation à contre sens que ne sauraient défendre les vrais « minoritaires ». C'est en grande partie ce qui nous sépare, mon cher Bernard. La faille entre les deux conceptions de lutte revendicative est de taille. C'est celle qui existe entre le programme d'action fédéral et le programme minimum d'action des syndicalistes révolutionnaires du Livre (1).

(1) Voir ce programme dans le n° 180 du Libéraire (6 mai 1949).

## REVUE de la PRESSE syndicale

Les déviations, le sectarisme et les trahisons successives de la C.G.T., après la « libération » provoquent de nombreuses démissions à la cause du syndicalisme dans les rangs de la classe ouvrière. Ces démissions portaient un rude coup pour les entreprises de la C.G.T. dont les effectifs diminuaient pour le moins de moitié.

Aussi, devant le danger, Frachon et ses valets furent-ils contraints de réviser leur position, affectant une attitude plus « démocratique », et après avoir démissionnés les oppositions, faisant appel à l'UNION des travailleurs.

Votre concours est précieux. Il dépend de vous que votre Fédération soit toujours plus forte et plus puissante et en mesure de répondre comme il convient à vos aspirations.

Dans cette large discussion qui va s'instaurer et trouvera son écho dans les prochains assemblés de novembre les préoccupations suivantes doivent dominer : créer partout la confiance en l'issue victorieuse des luttes, faire notre activité syndicale pour qu'elle soit à la portée des travailleurs de l'usine, consolider et élargir l'unité et faire de nos syndicats et de nos sections syndicales d'usine, de puissantes organisations de masse. (L'Union des Métallurgistes C.G.T. sept. 1949.)

Il est assez cocasse de voir ce syndicat politisé, centraliste et autoritaire s'il en fut, faire appel aux « aspirations de la base et réclamer ses critiques. Ces aspirations ne seront satisfaites qu'à la seule condition de servir la montée au pouvoir du P.C.F. et de maintenir ou consolider l'autorité et le contrôle de la C.G.T. sur le prolétariat et son action.

Quant aux critiques, soyons sûrs que seules seront acceptées et discutées celles portant sur la réforme des cantines ou sur l'installation de water-closets, quant aux autres — celles attaquant ou même simplement contredisant la « grande » centrale, ses dirigeants aimés et éclairés ou leurs agissements — elles ne seront que l'œuvre de stalistes provocateurs dévotionnistes ou d'agents des trusts américains.

S'il est une critique sur laquelle entre autres, la C.G.T. est bien en peine de se justifier, c'est bien celle portant sur le pacte germano-soviétique de 1939. Laissons la parole au Peuple (1) :

Il y a dix ans, la signature du pacte germano-soviétique déchaînait tous les amis de la réaction sociale du monde entier.

Nous savons aujourd'hui que cet acte de l'Union soviétique fut un acte de grande clairvoyance politique qui sauva le monde du fascisme, cette

forme la plus terrible de la dictature des milliardaires sur les peuples.

Qui sauva tout le monde ! Exception faite — peut-être — de la Pologne et de la Finlande... de la Russie elle-même et des Démocrates concentrationnaires.

Le Rassemblement Ouvrier (R.P.F.) publie cette mise au point bien digne du génie étoilé et de sa clique de colts rouillés :

POLICIERS ET PATRIOTES

Une caricature malheureuse publiée la semaine dernière a pu faire croire que nous confondions la police dans son ensemble avec la petite clique de dirigeants sectaires qui servent en partisans dociles les politiciens du régime.

Il est, Dieu merci, de nombreux policiers patriotes qui savent faire la différence entre l'intérêt national et les petites mesquineries de M. Jules Moch. Ils attendent le jour où ils pourront de nouveau crier librement : « Vive de Gaulle ! » avec le peuple français tout entier ; car les entrepreneurs des factions momentanément au pouvoir n'arriveront pas à creuser de fossés entre la nation qui se rassemble et sa police.

La caricature, en effet, est malheureuse.

Donc, rendons-en grâce à Dieu, il est de nombreux flics qui, un jour, pourront « librement » (c'est tout un programme) jouer de la matraque aux cris de « Vive de Gaulle ! ». Et pan ! sur les sectaires.

PICARD.

(1) Nous nous excusons de cette gaure.

## Lamour est enfant de bohème

Le bureau de la Confédération Générale de l'Agriculture n'est pas content. Mais pas du tout. Il s'élève avec la dernière énergie contre la politique d'importation du gouvernement et menace celui-ci d'une « résistance active » s'il persiste dans cette voie.

Rappelons à cette bonne C.G.A. et à son distingué président, M. Lamour, réclamant aujourd'hui le protectionnisme et la réglementation, qu'un leur cheval de bataille était l'antididitisme et la concurrence sans limite.

## LE BULLETIN PAROISSIAL

Dans Le Peuple, depuis un certain nombre de numéros — et l'on promet une suite — Daniel Bongars décrit ce qu'on lui a fait voir des « démocraties populaires ».

Il est, naturellement, enthousiasmé. Il y a de quoi ! Voyez plutôt : Il est quinze heures et nous nous arrêtons devant la cathédrale de Budapest (Saint-Etienne). Un appel collé sur le grand panneau placé sous le porche attire nos regards. Notre interprète nous le traduit. C'est un appel en vue D'UNE SOUSCRIPTION PUBLIQUE POUR LA REFECTION DE LA CATHEDRALE.

Dehors se promènent librement LES PRETRES QUI RECOIVENT LEUR TRAITEMENT DE L'ETAT, AINSI QUE LES RELIGIEUX.

A l'intérieur de la cathédrale un office se termine et JE REMARQUE LA PRESENCE DE TRAVAILLEURS. PORTANT L'INSIGNE DU « PARTI DES TRAVAILLEURS HONGROIS » PRIANT AVEC FERVEUR.

Ainsi s'effondre lamentablement les affirmations du haut clergé occidental sur la soi-disant terreur qui règne en Hongrie.

Quant à Edith Prince, dans ce même Peuple, ORGANE OFFICIEL DE LA CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL et de la Fédération mondiale du Travail en France, voilà ce qu'elle admire en Pologne :

Quant au clergé polonais, l'intransigeance du Vatican semble l'avoir mis plutôt dans une fâcheuse posture. Celui-ci n'a pas lieu, en Pologne, de se plaindre du régime dont il bénéficie sous le règne de la démocratie populaire. Les dirigeants du pays ont tenu compte des sentiments catholiques de ce peuple dont la piété égale celle des Italiens ou des Espagnols. LES BIENS DE L'EGLISE SONT EXEMPTS DU PARTAGE QUIMIQUE LA REFORME AGRARIE. LA LOI GARANTIT LA LIBERTÉ DE CULTE COMME CELLE DE LA PENSEE. LE GOUVERNEMENT ACCORDE DES SUBVENTIONS IMPORTANTES A LA RECONSTRUCTION DES EGLISES. PAR SUCROIT L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX EST OBLIGATOIRE DANS LES ECOLES.

Vous avez bien lu, vous communistes, vous libres-penseurs, vous les « républicains » intransigeants : en démocratie populaire polonaise, L'ENSEIGNEMENT RELIGIEUX EST OBLIGATOIRE DANS LES ECOLES. La religion n'est plus l'opium du peuple et l'on ne désespère pas de voir Lénine, auteur de la célèbre formule, bienfaisamment à titre posthume pour blasphème et crime de lèse-majesté. Plus de doute, Le Peuple, en bon valet menteur, se contente d'être le meilleur de tous les bulletins paroissiaux de France et de Navarre, après avoir été l'hebdomadaire de

la plus agissante des centrales syndicales d'Europe occidentale. Grandeur et décadence...

Pas de chance pourtant, camarade Bongars, à peu près à l'époque où tu écrivais la vérité stalinienne, le parti stalinien hongrois — celui que tu venais de voir, celui que tu déclarais être le plus heureux de tous les peuples de la terre, après celui d'U.R.S.S. bien entendu — déclarait en substance dans un long rapport lu devant l'assemblée générale des « travailleurs » de Budapest qu'une baisse sérieuse de la productivité dans les usines de la capitale était à constater... Les raisons de cette diminution de la production sont, d'une part, l'indiscipline des ouvriers (retards, MALADIES SIMULEES, MUTILATIONS VOLONTAIRES, etc.), d'autre part, l'attitude de nombreux chefs d'entreprises qui, au lieu de payer un sur salaire lorsque les normes de travail ont été dépassées ont essayé d'augmenter les normes... La responsabilité de cette situation est également partagée par les DIRIGEANTS SYNDICAUX ET LES DIRIGEANTS COMMUNISTES DES USINES.

La contradiction vient toujours de ceux que l'on sert avec trop de servilité. Allons, Bongars, allons, au confessionnal !

Pour être dans la note des démocraties populaires et pour soulager ta conscience,

LYNX.